

Précisions concernant la protection des données pour les projets SprInt

Informations relatives à protection des données conformément aux Art. 13, 14 et 21 du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) en vigueur en Europe depuis le 25 mai 2018 et à la nouvelle législation fédérale allemande sur la protection des données, nous vous informons, vous, nos clientes et clients, par ces précisions relatives à protection des données sur le traitement de vos données à caractère personnel par nos soins et sur vos droits. Le cas échéant, ces précisions seront actualisées et publiées sur www.video-sprint.de.

Pourquoi vos données sont-elles requises ?

Pour pouvoir réaliser un projet SprInt, nous collectons les données nécessaires à la planification, à l'exécution et à la facturation de ces projets. La collecte de ces données est juridiquement fondée car leur traitement est nécessaire à la réalisation de notre contrat et à l'exécution du projet.

Quelles données sont collectées ?

Les données de commande et d'adresse postale des sites de projet ainsi que les noms des agents intervenants sont enregistrés et utilisés sous forme cryptée pour les objectifs décrits en détail ci-dessous dans le cadre du traitement des commandes ainsi que d'éventuels cas de garantie. Nous ne sauvegardons aucun contenu des entretiens traduits, Le système vidéo en ligne sauvegarde seulement les noms et les adresses Mail des participants au discours, ainsi que les spécifications technique de leur appareils.,,

À qui vos données sont-elles transmises ?

La SprInt gemeinnützige eGenossenschaft (coopérative enregistrée à but non lucratif) est autorisée au traitement de données dans le sens de l'Art. 4 N° 2 RGPD. La SprInt gemeinnützige eG est autorisée à mettre sous forme cryptée les informations concernant les utilisateurs à la disposition de tiers – notamment d'autres sites SprInt. La SprInt gemeinnützige eG est en outre autorisée à utiliser les données cryptées pour réaliser des analyses statistiques et identifier des tendances ainsi que pour la gestion de la qualité et les études de marché.

Bundesweites Kompetenzzentrum Mediendolmetschen Netzwerk Sprach und Integrationsmittlung

SprInt geGenossenschaft
Elberfelder Str. 87-89; 42285 Wuppertal
Tel.: 0202 / 25864-0
Telefax: 0202 / 25864-999
E-Mail: info@sprinteg.de
Internet : www.sprachundintegrationsmittler.org

Dieses Projekt wird aus Mitteln des
Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds
kofinanziert.



Diese Maßnahme wird mitfinanziert durch Steuermittel auf der Grundlage des vom Sächsischen Landtag beschlossenen Haushaltes.



Amtsgericht Wuppertal / Genossenschaftsregister GnR 277 / Vorstand: Achim Pohlmann, Detlev Becker / Aufsichtsrat: Dr. Ümit Kosan, Dr. Jochen Denker, Dr. Johannes Vesper / SprInt gemeinnützige eG ist Mitglied im Genossenschaftsverband – Verband der Regionen e. V. und im Deutschen Paritätischen Wohlfahrtsverband – Landesverband NRW.



STAATSMINISTERIUM
FÜR SOZIALES UND
VERBRAUCHERSCHUTZ



Die Staatsministerin für Gleichstellung und Integration

Les autorités responsables du Fonds UE (FAMI) gèrent les subventions européennes dans le cadre de la directive relative à l'établissement de subventions pour le FAMI. À cet effet, elles accordent des subventions à des promoteurs de projet externes. En raison du droit de regard de la COM UE sur la gestion et la comptabilité des subventions accordées, les « données à caractère personnel » sont traitées conformément à l'Art. 4 RGPD par les autorités responsables du Fonds UE (FAMI) et, le cas échéant lors de contrôles exécutés par des instances, telles l'autorité de contrôle du Fonds UE (SOLID/AMIF), la COM UE ou ses représentants, la Cour des comptes européenne, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi que la Cour fédérale des comptes. La base juridique du traitement est l'Art. 6 Par. 1 c) RGPD en relation avec le Règlement (UE) N° 514/2014 et le § 44 BHO (Réglementation fédérale portant sur le budget).

La documentation concernant le projet est conservée / sauvegardée sur une période de 10 ans à dater de la fin du projet (§ 8 Directive relative à la subvention de projet FAMI). En principe, les données sont supprimées une ce délai échu.

Qui est autorisé à traiter les données ?

Seules des personnes autorisées ont accès aux données à caractère personnel protégées par des mesures de sécurité électroniques : il s'agit en particulier de collaborateurs habilités ou de tiers sélectionnés, avec lesquels des accords de confidentialité ont été conclus ainsi que des établissements du fournisseur de projet mentionnés plus haut.

Quels sont vos droits en particulier ?

Sur demande, vous avez les droits suivants concernant le traitement de vos données à caractère personnel, si les conditions préalables correspondantes sont remplies :

- Droit d'accès de la personne concernée (Art. 15 RGPD)
- Droit de rectification (Art. 16 RGPD)
- Droit à l'effacement (« droit à l'oubli ») (Art. 17 RGPD)
- Droit à la limitation du traitement (Art. 18 RGPD)
- Droit d'opposition (Art. 21 RGPD).

Lieu, date : _____

Signature client/e : _____